



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 10/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Chemin de Guiteronde
CS 10022
33550 Villenave-De-Rions

Références : 2025/262
Code AIOT : 0006802426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté 27, Chemin de la Menude ZI En Jacca BP 96 31772 Colomiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite était réalisée à la fois dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées et d'une action régionale relative à la prévention des incendies dans les installations de tri, transit et regroupement de déchets.

À ce titre, elle a été réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- 27, Chemin de la Menude - ZI En Jacca - BP 96 - 31772 Colomiers
- Code AIOT : 0006802426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AFM Recyclage, située 27 chemin de la Ménude à Colomiers et Plaisance-du-Touch, exploite une plate-forme de recyclage et de valorisation de déchets métalliques, de véhicules hors d'usage et de déchets d'équipements électriques et électroniques, implantée sur un terrain de 6,6 ha.

Ce centre de tri / transit / regroupement de déchets non dangereux et dangereux est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2009 (re-codification le 31 mai 2012), modifié et complété les 5 avril 2016 et 3 août 2016.

Sont autorisés sur le site :

- une activité de transit de métaux et de résidus de broyage automobile,
- une activité de stockage et dépollution de véhicules hors d'usage,
- une activité de broyage et tri de déchets industriels,
- un broyeur, un pré-broyeur, une cisaille, une presse,
- une activité de transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut,
- un stockage de chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés,
- un stockage de pneumatiques usagés issus de la dépollution des VHU,
- une activité de stockage et emploi d'acétylène,
- une installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables,
- une déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers.

L'établissement relève de la directive IED (rubrique n°3532) pour l'activité de valorisation de déchets non dangereux non inertes (traitement par broyage de déchets métalliques issus notamment de DEEE et de VHU).

En plus de la rubrique n°3532 susmentionnée, le site est classé :

- à autorisation au titre des rubriques 2718.1, 2790, 2791.1 et 2792.1a,
- à enregistrement au titre des rubriques 2711.1, 2712.1 et 2713.1,
- à déclaration au titre des rubriques 1185.1b, 2710.1b et 2714.2.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

- 1 cuve gasoil (15000L) et 1 cuve GNR (20000L) sont présentes sur le site.

> Il est demandé à l'exploitant de positionner son activité vis-à-vis de la rubrique n°1435 (station-service).

- Des travaux de réfection de la voirie sont planifiés. L'exploitant essaie de maintenir les voies de circulation et les plate-formes de stockage en bon état.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
4	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
6	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
7	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
8	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
9	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Sans objet
10	Moyens d'accès et de circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 8 faits sans suites ;
- 3 faits avec suites parmi lesquels :
 - 2 sont des demandes de justificatifs et/ou d'actions correctives de l'exploitant ;
 - 1 propose une mise en demeure pour non-respect de prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

Le plan de défense incendie a été transmis à l'inspection quelques jours après la visite d'inspection.

Il comporte les parties suivantes :

- les schémas d'alerte pendant et en dehors des heures d'ouverture ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

Plusieurs remarques peuvent être faites à ce stade par l'inspection :

- plan des réseaux EP, EU, ES : le plan fourni n'est pas du tout opérationnel. Il manque de nombreuses canalisations des réseaux. L'absence de couleurs des différents réseaux rend difficile la lecture du plan. L'échelle du plan doit également être adaptée pour une complète lisibilité du document.
- plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie : si le plan de défense incendie liste bien les moyens de défense incendie présents sur le site, il manque une description sommaire du fonctionnement opérationnel des moyens de lutte incendie et leur attestation de conformité.
- plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie : l'échelle du plan fourni dans le plan de défense incendie doit être adaptée afin que ce plan soit opérationnel en cas de sinistre. Aucun élément n'est fourni concernant l'alimentation des différents points d'eau et les modalités de mise en œuvre, notamment concernant les poteaux incendie internes, les RIA, les cuves de 10 et 15 m³. Ainsi, l'exploitant doit être en mesure de pouvoir justifier que les poteaux incendie du site peuvent délivrer un débit suffisant en toutes circonstances (actionnement en parallèle d'autres équipements (canons à eau) si sur le même réseau d'alimentation) ;
- FDS : aucune précaution de sécurité susceptible de découler des FDS n'apparaît.
- autres :
- le numéro de la DREAL à prévenir en heures ouvrées est le 05 61 15 39 99 et le 07 63 43 62 69 hors heures ouvrées.
- Les risques liés au stockage de piles lithium sont peu mis en évidence dans le document, notamment le risque explosion si lutte incendie à l'eau.
- la date de dernière mise à jour du plan de défense incendie n'est pas précisée.

Le plan de défense incendie n'étant pas disponible le jour de l'inspection, il n'a pas pu être évoqué

<p>avec l'exploitant s'il est concerné par les items suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion. <p>Le jour de l'inspection, le plan de défense incendie n'était pas mis à disposition à l'entrée du site. Le responsable de site a évoqué le lieu envisagé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • modifier son plan de défense incendie en intégrant les remarques suslistées de l'inspection (délai = 1 mois) ; • confirmer s'il est concerné par les items relatifs aux petits îlots ainsi qu'aux zones de stockage temporaire et aux zones d'immersion ; le cas échéant, le plan de défense incendie est à modifier (délai = 1 mois) ; • justifier avoir mis à disposition le plan de défense incendie, à l'entrée du site. (délai : 1 mois) ; • transmettre le plan de défense incendie modifié au SDIS (délai = 2 mois).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Dispositifs de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le maté-</p>

riel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

Des exercices incendie sont réalisés sur le site. Le dernier a eu lieu fin 2024. Un compte-rendu est établi à l'issue de chaque exercice.

L'inspectrice remarque que la plupart des exercices sont des exercices d'évacuation du personnel et non des exercices de défense contre l'incendie.

Le prochain exercice devrait concerner la lutte incendie selon le responsable de site. L'exploitant indique être en lien avec le SDIS pour monter un exercice avec eux.

Postérieurement à l'inspection, le compte-rendu du dernier exercice a été transmis. Il est confirmé que cet exercice réalisé le 18 octobre 2024 était un exercice d'évacuation. Il a duré 5 minutes. N'ont été testés que la détection incendie, l'information du responsable de site et des personnes présentes sur le site, le regroupement au point de rassemblement et le respect des consignes de sécurité. Parmi les points à améliorer, ont été listés :

- Installer un haut-parleur tourné vers la zone D3E, ou autre ;
- D'autres essais à réaliser, dans les mêmes conditions climatiques (pluie/vent).

Postérieurement à l'inspection, le plan de défense incendie a été transmis. La date de dernière mise à jour de ce document n'est pas précisée. Ce plan contient la formation et la qualification du personnel du site. Sont indiqués les différents niveaux d'intervention incendie :

- Responsable d'intervention ;
- Coordinateur d'intervention ;
- Équipier de 1ère intervention incendie ;
- Manœuvre d'intervention ;
- Guide file ;
- Serre file.

L'exploitant précise que les salariés de l'entreprise suivent une formation d'équipier de 1ère intervention au moins tous les 3 ans. Or, 13 des 32 salariés n'ont apparemment pas suivi cette formation (cf. plan de défense incendie transmis le 13 mai 2025). Les dates de formation du personnel ne sont pas précisées dans le plan de défense incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un exercice de défense contre l'incendie doit être réalisé. Une mise en demeure est proposée sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Etat de stock des déchets
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : L'état des stocks n'est pas disponible en version papier à l'entrée du site. Par contre, le directeur du site souligne qu'un accès en temps réel concernant l'état des stocks est possible pour lui-même, les commerciaux, et les personnes d'astreinte. Un archivage est également disponible au niveau du groupe, même en gestion de crise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement interne
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m ³ . En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. [...]
Constats : Les eaux pluviales ainsi que les eaux de lutte contre l'incendie sont collectées par les réseaux du site et dirigées vers le bassin de 1400 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement externe
Prescription contrôlée : [...]

<p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.
<p>Constats :</p> <p>Toutes les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées sont dirigées vers le bassin de confinement du site. En sortie de bassin, les eaux collectées sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures puis un nid d'abeilles.</p> <p>Un test de bon fonctionnement de la vanne est réalisé tous les 2-3 mois par le responsable technique et 1 fois par an par l'entreprise de maintenance du bassin et de la station de traitement. Il n'y a pas de formalisme des résultats des tests internes de vanne.</p> <p>Un test de fermeture de la vanne en aval du bassin a été réalisé avec succès le jour de l'inspection.</p> <p>Le confinement du réseau est réalisé en manœuvrant la vanne de confinement jusqu'en butée afin de contenir les eaux de sinistre dans le bassin de rétention et de les détourner dans des cuves de rétention dédiées via des pompes de relevage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les tests de vanne doivent faire l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Justificatifs de calculs et de dimensionnement</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de confinement du site, d'un volume de 1400 m³, a fait l'objet de travaux de maintenance en mars 2025. La justification du volume nécessaire pour la collecte des eaux susceptibles d'être polluées n'a pas été contrôlée.</p> <p>La clôture à côté du portail donnant accès aux abords du bassin est en cours de finalisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le zonage de l'établissement présentant les zones à risques (incendie, explosion) est établi. Une signalétique en lien avec ce zonage a été observée sur site.</p>

Le plan de défense incendie reprend le plan des zones à risques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; - l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Les consignes d'exploitation et de sécurité sont établies. Elles n'ont pas été vérifiées de façon exhaustive lors de l'inspection. Elles sont disponibles au niveau du pont bascule du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions au contrôle d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : 2 accès au site existent, ils distinguent les particuliers des professionnels. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre au site. Les horaires d'ouverture sont affichés en entrée de site. Le site est clôturé et barriéré.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens d'accès et de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

<p>Constats :</p> <p>Un plan macro est affiché à l'entrée du site. Sur le site, un plan plus détaillé est affiché.</p> <p>Les accès du site répondent aux prescriptions de cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre de sécurité est dûment complété. Il a été présenté lors de l'inspection. Les extincteurs sont régulièrement contrôlés (dernier contrôle en juillet 2024), ainsi que les RIA. Le débit des poteaux incendie n'a pas été contrôlé lors de cette inspection.</p> <p>La bonne accessibilité de l'ensemble des équipements et moyens de lutte contre l'incendie a pu être relevée.</p> <p>Le site dispose de caméras thermiques à détection. Le signal en cas de détection de départ de feu est retransmis à Derichebourg Technologies et au chef d'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>